



National Defence

Deputy Minister

National Defence Headquarters
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Défense nationale

Sous-ministre

Quartier général de la Défense nationale
Ottawa, (Ontario)
K1A 0K2

JUN 30 2020

Président du Comité permanent des comptes publics
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Comme convenu dans la réponse du gouvernement au dixième Rapport du Comité permanent des comptes publics intitulé *Rapport 5, Les logements des Forces armées canadiennes, des Rapports de l'automne 2015 du vérificateur général du Canada*, la Défense nationale soumet sa mise à jour sur la recommandation 1.

Cordialement,

Jody Thomas

Pièce jointes : 2

Réponse au Comité permanent des comptes publics

Rapport 5 – Les logements des Forces armées canadiennes, Rapports du vérificateur général – Automne 2015

Recommandation 1

Que le ministère de la Défense nationale fasse part au Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes ses nouveaux besoins opérationnels en matière de logement militaire d'ici le 30 juin 2017, et qu'il lui présente sa nouvelle politique sur le logement d'ici le 31 décembre 2018.

Contexte

Dans son audit de 2015 sur les logements des forces armées canadiennes, le vérificateur général a recommandé que la Défense nationale procède à un examen de sa politique de logement militaire et définisse clairement ses besoins opérationnels en matière de logement militaire. La Défense nationale a accepté et s'est engagée à revoir ses besoins opérationnels en matière de logement militaire d'ici l'automne 2016, et à produire une politique de logement révisée d'ici l'automne 2017.

Dans son plan d'action de gestion de 2016, la Défense nationale a révisé ses échéanciers, s'engageant à revoir ses besoins opérationnels d'ici le début de 2017 et à utiliser ces besoins pour produire un ensemble de politiques révisées en matière de logement d'ici l'automne 2018. La Défense nationale a précisé que cet ensemble de politiques comprendrait : 1) les Ordonnances et règlements royaux (le cadre réglementaire général de la politique) ; 2) une ordonnance et une directive administratives de la Défense (la politique ministérielle) ; et 3) une instruction sur le logement (pour guider le personnel dans la mise en œuvre de la politique).

En juin 2017, la Défense nationale a fourni au Comité ses nouvelles exigences opérationnelles en matière de logement militaire, axées sur les nouveaux arrivants, la formation et le mode de vie unique du service militaire. Dans cette mise à jour, la Défense nationale a déclaré qu'elle examinerait et réviserait sa politique de logement pour répondre aux besoins d'ici l'automne 2018.

En décembre 2018, la Défense nationale a signalé qu'elle avait élargi la portée de son examen et qu'elle élaborait des dispositions entièrement nouvelles pour répondre aux besoins changeants des membres des Forces armées canadiennes et de leurs familles. La Défense nationale a déclaré que cela entraînerait des retards supplémentaires, mais que la politique serait en place d'ici l'automne 2019. En mai 2019, la Défense nationale a de nouveau révisé son calendrier, déclarant qu'elle mettrait en place un ensemble complet de politiques sur les logements d'ici novembre 2020.

Mise à jour sur la révision de l'ensemble des politiques de logement

Un travail important reste à faire pour examiner et réviser les trois volets de l'ensemble des politiques de logement de la Défense nationale. La Défense nationale reconnaît

qu'elle a mal évalué le temps nécessaire pour mener à bien cet examen, principalement parce qu'elle a sous-estimé la complexité de la révision et de la mise à jour des Ordonnances et règlements royaux. La Défense nationale a réévalué le processus dans son ensemble, et s'efforce de terminer tous les aspects de l'examen de la politique d'ici le printemps 2024.

Dans un souci de transparence et de responsabilité, la Défense nationale a joint à cette mise à jour son échéancier sur la voie à suivre. Ce calendrier présente les étapes et les jalons clés pour chaque élément de la politique de logement. Il tient compte du temps nécessaire pour analyser, élaborer, examiner et approuver les Ordonnances et règlements royaux, qui sont clés pour faire avancer le reste de l'ensemble des politiques. La Défense nationale veillera ensuite à ce que tous les éléments du nouvel ensemble de politiques soient harmonisés et mis en œuvre en même temps. Le calendrier tient également compte de tout retard éventuel dû à la COVID-19.

De plus, comme on peut le voir dans le calendrier, la Défense nationale s'engage à mettre à jour le Comité tous les six mois - au plus tard le 31 décembre et le 30 juin de chaque année - jusqu'à ce que l'examen soit terminé et qu'un nouvel ensemble de politiques soit en place.

Révision des règlements et ordonnances Royaux

Le travail de révision des Ordonnances et Règlements royaux se poursuit. Comme on peut le voir dans le calendrier ci-joint, des équipes d'experts en la matière continuent d'analyser et de réviser les articles réglementaires, et élaborent des instructions pour les rédacteurs juridiques sur les règlements qui seront modifiés. En octobre 2020, ces équipes commenceront à consulter toutes les parties prenantes susceptibles d'être touchées par les modifications apportées aux règlements.

Révision de la directive et de l'ordonnance administrative de la Défense

Parallèlement à la révision des Ordonnances et règlements royaux, la Défense nationale continue de réviser et de rédiger l'ordonnance et la directive administrative de la Défense. Comme elle s'y est engagée dans sa mise à jour de mai 2019, la Défense nationale a commencé un examen plus large des parties prenantes en décembre 2019. Cet examen est toujours en cours.

Révision de la directive sur le logement

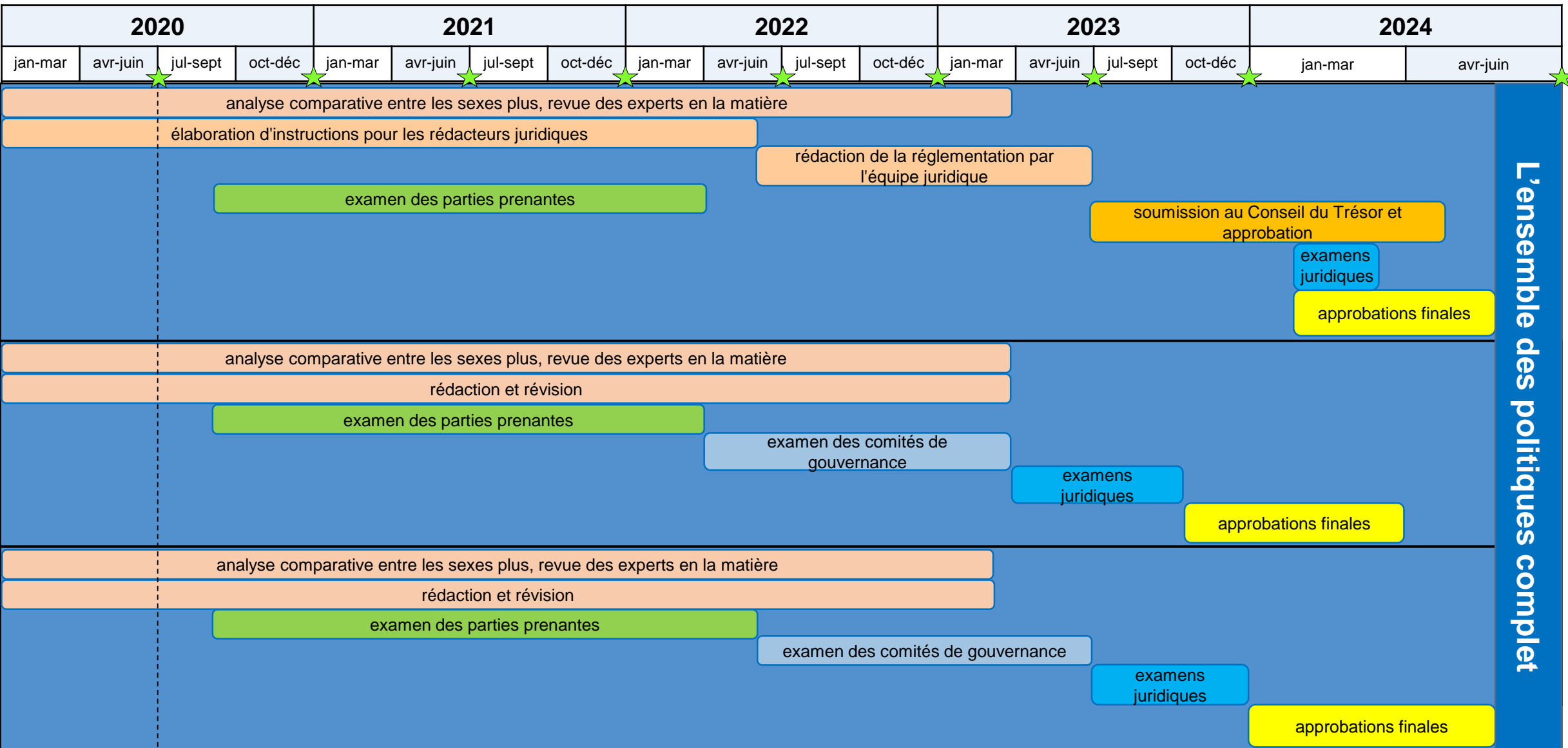
Les travaux se poursuivent également pour moderniser l'instruction sur les conditions de vie, afin de fournir à l'équipe de défense des orientations supplémentaires sur la mise en œuvre du règlement et des changements de politique. La Défense nationale terminera de nouvelles sections concernant la propriété d'animaux de compagnie et la violation des règles, et d'autres sont encore sous examen par des experts en la matière. La Défense nationale commencera à consulter les différentes parties prenantes sur les éléments de l'instruction en septembre 2020. La Défense nationale

continuera d'élaborer l'instruction en fonction des progrès réalisés sur les règlements et sur l'ordonnance et la directive administratives de la Défense.

Perspectives d'avenir

La Défense nationale reste déterminée à élaborer une politique qui répond à ses besoins opérationnels et qui sert de base à un plan d'aménagement à long terme. La Défense nationale est également déterminée à respecter ses nouveaux délais sans plus tarder. La Défense nationale tiendra à nouveau le Comité au courant de ses progrès d'ici le 31 décembre 2020.

Calendrier de l'ensemble des politiques de logement



= mise à jour semestrielle du PACP prévue pour le 30 juin et le 31 décembre